# Réflexions du MS21 à l'issue du premier tour

*Voter Macron : impossible ! Voter Le Pen : impensable !*



*Publié le 5 mai 2017*

## *Introduction*

Les Français sont confrontés aujourd'hui à une situation inédite qui voit un candidat solliciter leurs suffrages en revendiquant avec force sa dés-adéquation au politique et à la politique. Le Maître slogan d'Emmanuel Macron est sans conteste le « NI-NI ». Il convient de s'interroger sur la réelle signification de cette non appartenance, sur un état qui situe le candidat dans un espace indéfini flottant quelque part hors du champ politique, image symbolique de la légèreté et de la liberté, dégagé des contingences, tel un ballon gonflé à l'hélium dont on aurait lâché la ficelle. Ainsi, il devient porteur d'une image de nouveauté, dont la promesse politique ne serait entravée par aucun héritage plombant.
Plusd'opposition, plus de conflits, de clivages, de dissension. Des pratiques politiques renouvelées fondées sur l'adhésion à la jeunesse et à la modernité, débarrassées des oripeaux de l'idéologie, du politique. Le consensus, enfin celui qui marque le degré zéro de toute pensée politique : soyons jeunes, soyons modernes et en marche vers l'avenir.
Qu'en est-il de la réalité et de ce rêve rose et bleu offert par un candidat qui se donne à voir

dans un conte de fée pour veillée dans les chaumières. Sans passé, sans passif et en quelque sorte chimiquement pur.… Il est vrai que pour maintenir l'illusion, mieux vaut ne parler de rien de ce qui fâche et offrir le spectacle lisse et sans aspérités de commémorations consensuelles comme vient de le faire Emmanuel Macron, instrumentalisant sans vergogne des événements tragiques opportunément réactivés pour les besoins de la cause. Et de quelle cause parle-t-on? Des élections, bien sûr, et de la conquête du pouvoir.
Et voilà que ressurgit la politique, ses tentations, ses ambitions et ses arrière-pensées. Il se peut que le but du candidat, en évacuant le débat, vise à faire apparaître ses propositions comme nécessaires, inévitables, bénéfiques et donc nécessairement consensuelles mais rien n'est jamais acquis et la démocratie, fort heureusement, a la vie dure et ne se laissera pas prendre aux faux-semblants.
De quoi Emmanuel Macron est-il le nom, selon la formule déjà utilisée pour Nicolas Sarkozy en 2007 ? En quoi son projet est-il le stade ultime de la convergence des intérêts de ceux qui l'ont porté sur les fonds baptismaux ? Que peut la démocratie confrontée à une telle situation, c'est ce que se proposent de faire apparaître les textes qui suivent.

### *1- Stratégie globale des classes dirigeantes pour maintenir leur profit*

Les élections présidentielles françaises produisent sur la population un effet d'optique très singulier. Elles concentrent l'attention des citoyens sur une séquence courte – quelques mois généralement – dans laquelle les médias, couplés avec les instituts de sondage, jouent un rôle déterminant dans le registre de l'hyper personnalisation. C'est le jeu inévitable des institutions de la Vème république. Nous sommes donc quotidiennement assaillis de commentaires très doctes sur la dernière petite phrase du candidat en vue (« Je ne suis pas socialiste » « il ne faut pas sortir de l'euro » ) qui est d'ailleurs souvent en contradiction avec ce qu'il (ou elle) avait dit quelques mois auparavant ( « Je suis socialiste » « Il faut sortir de l'euro »…). Toute cette mascarade a une fonction essentielle : masquer, par une parodie de démocratie, les véritables enjeux politiques qui sont simples. Evoquons-les ici brièvement.

Commençons par une constatation évidente. La très grande majorité des sociétés occidentales est plongée dans un jeu économique bien défini : le capitalisme et ses récents avatars néo libéraux. Les règles de ce jeu sont invariantes depuis le milieu du XIXème siècle : une petite classe sociale possède les moyens de productions, la monnaie et tire de cette propriété des profits colossaux qu'elle entend conserver. Il faut reconnaître qu'elle s'y emploie avec un sens stratégique et une efficacité redoutable : elle a mené de ce point de vue cette vraie « lutte de classes » de façon rationnelle et impitoyable qu'elle a gagnée pour l'instant. Ce que confirmait le milliardaire américain Warren Buffet en disant : « Il y a bien une guerre des classes mais c'est ma classe, la classe des riches qui fait la guerre et qui la gagne ». Jamais les inégalités sociales n'ont été aussi criantes, jamais la distribution de dividendes, de salaires patronaux, de profits spéculatifs n'ont été aussi indécents.

Mais voilà, rien n'est définitif dans ce bas monde. Et cet édifice politique présente des faiblesses structurelles qui commencent à faire trembler nos oligarques retranchés dans leurs quartiers à 15000 euros le $m^2$ équipés de caméras de surveillance et de grilles télécommandées. Le premier grand risque pour eux serait que les nations retrouvent leur souveraineté. Pour une raison simple : les peuples ont une fâcheuse tendance naturelle

certes regrettable aux yeux de l'oligarchie, à promouvoir des modèles sociaux républicains. Ils souhaitent que les services publics soient performants, que le droit du travail soit équilibré et assure à leurs enfants un salaire décent, ils souhaitent une sécurité sociale solide, avoir une vieillesse paisible et garantir la santé de leurs proches. Bref des aspirations banales, arbitrées par un Etat qui les représente, mais qui sont incompatibles avec l'hyper-profit de la classe dirigeante. Le deuxième risque est celui des crises systémiques de l'ordre capitalistique. Les oligarques ont parfaitement compris que nous allons inévitablement (après la crise de 1880, celle des années trente, la crise asiatique de 2000, la crise bancaire de 2008 etc..) vers de nouveaux krachs bancaires dont l'intensité va aller croissant et dont les conséquences sociales seront lourdes : désindustrialisation, dégradation des services publics, dégradation de l'environnement, endettement public exponentiel etc.

Alors cette classe dirigeante a formé une cohorte de soldats spécifiques censés répondre à la nécessité de cette période à haut risque. On les appellera les « vassaux utiles du capital ». Il s'agit des produits bancaires interchangeables, affublés de costumes très élégants, avec des physiques télégéniques, et des discours pré formatés. Leur rôle : camoufler le conflit de classe en consensus mou en utilisant des formules pour enfant de chœur du genre « tous unis pour une France en marche », ne prendre strictement aucune initiative politique sur le plan national qui pourrait entraver l'accumulation des profits planifiée dans les instances transnationales ( FMI, BM, BCE, OMC, UE), se contenter dans ce but de transposer les directives européennes (comme la sinistre loi travail), recycler les libéraux en fin de carrière pour les remercier de leurs bons et loyaux services et enfin, le plus grave sans doute, exprimer leur soumission complète à l'ordre atlantiste de l'OTAN.

Dans ce défilé de créatures politiquement invertébrées posées à l'Elysée au milieu d'autres figurants, nous avons subi successivement Chirac, Sarkozy, Hollande. Nous aurions pu voir arriver, avec à peu près les mêmes effets, un Loulou de Poméranie. Nous aurons Emmanuel Macron.

### *2- Contrôle des médias par cette classe : l'élection d'Emmanuel Macron, un putsch médiatique*

En 2014, un inconnu du grand public est nommé ministre de l'économie dans le gouvernement Valls 2. Trois ans plus tard il est candidat aux élections présidentielles et qualifié pour le deuxième tour. Entre temps, il est devenu un sujet d'actualité privilégié pour la presse : de janvier 2015 à janvier 2017 les journaux Libération, l'Obs, le Monde et l'Express ont publié 7400 articles évoquant Jean-Luc Mélenchon, Arnaud Montebourg et Benoît Hamon mais plus de 8000 articles évoquant Emmanuel Macron. Comment expliquer cet engouement des médias pour Macron ?
Emmanuel Macron n'est encore que secrétaire général adjoint de l'Élysée lorsque Bouygues et Drahi s'affrontent pour le rachat du groupe SFR. Arnaud Montebourg ministre du Redressement productif penche favorablement pour l'option Bouygues Telecom. Il reproche en effet à Numericable de vouloir réaliser une forme de LBO (Leverage buyout), opération où "celui qui rachète se paye sur la bête" et de n'avoir aucune ambition de développement, ce qui signifie à terme un plan de licenciements massifs. C'est malgré tout Altice, la multinationale de Patrick Drahi, qui mettra la main sur SFR mais avec la complicité d' Emmanuel Macron, arrivé à Bercy en août 2014. Celui-ci donnera son feu vert

à cette acquisition, feu vert indispensable en raison du décret sur les investissements étrangers, signé par son prédécesseur Arnaud Montebourg et qui impose l'approbation de Bercy à tout rachat dans les télécoms. En octobre 2016, Bernard Mourad, ancien banquier conseil de Patrick Drahi, qui l'a notamment épaulé durant le rachat de SFR démissionne de ses fonctions de directeur général adjoint du pôle médias du groupe SFR pour rejoindre le mouvement « En Marche! ».
Comment s'étonner dès lors de la forte présence médiatique d'Emmanuel Macron – du matraquage médiatique même - lorsqu'on sait qu'Altice détient notamment L'Express, L'Expansion, L'Etudiant, Libération, BFMTV, RMC. L'absence de programme est masquée par la « peoplelisation », les journalistes faisant du moindre de ses pas un événement.
La chaîne d'info en continu a diffusé par exemple l'intégralité des grands meetings de Macron, soulignant l'enthousiasme, mais ne révélant jamais l'existence de jeunes rétribués, smartphone à la main, sur lesquels ils recevaient les consignes de slogan et d'applaudissements. Imaginons les commentaires auxquels nous aurions eu droit pour tout autre candidat ayant recours à ces subterfuges ! En durée, BFMTV a diffusé autant de réunions publiques d'Emmanuel Macron... que de l'ensemble des quatre autres candidats arrivés derrière lui (M. Le Pen, F. Fillon, J.L. Mélenchon et B. Hamon).
Ce parti pris médiatique, reflet d'une pensée unique dominante, faite d'autocensure, de soumission aux patrons de la presse - riches industriels qui ont fait fortune dans des domaines bien éloignés de la presse (transports, bâtiment, luxe, télécommunications…) - explique la place de la France au 45ème rang du classement 2016 de la liberté de la presse, établi par « Reporters sans Frontières », quelque part entre le Botswana et la Roumanie. Le tout à cause « d'une poignée d'hommes d'affaires ayant des intérêts extérieurs au champ des médias qui ont fini par posséder la grande majorité des médias privés à vocation nationale. » Et en effet ce sont les milliardaires Bouygues, Xavier Niel, Dassault, Bernard Arnault, Bolloré, Pierre Bergé, Patrick Drahi, François Pinault, Matthieu Pigasse et Lagardère qui possèdent nos médias.
Le 15 mars 1943 le Conseil National de la Résistance adoptait son programme « Les jours heureux » dans lequel il garantissait « la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances de l'argent et des influences étrangères ».

Le candidat Hollande s'était fait élire, aussi, sur la promesse de relever les seuils anti-concentration dans le domaine de la presse et des médias. Encore une promesse non tenue parmi bien d'autres…
Une réelle démocratie ne peut se concevoir sans le droit à l'indépendance de la presse et à une information libre. Mais dans la logique dominante, que pèse l'intérêt général quand des milliards de profits sont en jeu ? Nous l'avons encore malheureusement mesuré avec la campagne médiatique menée en faveur du candidat du système Emmanuel Macron.

### *3- Le PS et son produit de remplacement : Emmanuel Macron*

Au soir du 23 avril 2017, on a vu s'afficher les deux vainqueurs du premier tour des élections présidentielles : Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Mais le vrai gagnant n'était pas présent ce soir-là, il était resté dans l'ombre, il n'a pas été invité par les journalistes. Qui ? Mais ...François Hollande ! C'est lui qui a réussi à rendre possible la victoire d'Emmanuel Macron, il a assuré sa réélection sous un autre nom, et garanti ainsi la continuité de son œuvre.
François Hollande était devenu tellement impopulaire , avec moins de 15% d'opinions

favorables en novembre 2016, qu'il fut obligé de renoncer à se représenter aux élections de 2017. Manuel Valls se préparait à prendre le relais en se présentant aux primaires de « La Belle Alliance Populaire ». Las ! Il perdit, doublé au poteau par Benoît Hamon ... Mais tout cela n'était que le devant de la scène, pour faire diversion, en coulisses c'est un autre jeu qui se déroulait depuis de longs mois…
Les forces de l'argent avait depuis longtemps préparé le terrain en propulsant Emmanuel Macron dans l'orbite du pouvoir. Ce jeune et talentueux énarque, inspecteur des finances puis fondé de pouvoir à la banque Rothschild, devint en mai 2012 Secrétaire général adjoint au cabinet du Président François Hollande et son conseiller en économie . Deux ans plus tard il fut nommé ministre de l'Économie et des Finances ! Quelle ascension fulgurante ! Et peu à peu il devint le possible futur candidat, la roue de secours d'un pouvoir socialiste à la dérive....
En avril 2016 Emmanuel Macron fonde le mouvement « En Marche », tout le monde comprend qu'il prépare ainsi sa candidature et curieusement François Hollande n'y trouve rien à redire ! Son ministre s'apprête à le détrôner mais il ne s'en offusque pas ! Impossible de ne pas y voir une connivence, un accord, un pacte : je me retire, je te soutiens et tu assureras la continuité de notre pouvoir politique : « Si nous voulons que tout reste tel que c'est, il faut que tout change ». ( le Guépard, de Giuseppe Tomasi de Lampedusa)

### *4- Le piège institutionnel de l'élection présidentielle couplé à l'épouvantail FN*

La logique de l'élection présidentielle à deux tours pouvait se justifier lorsque le choix électoral était donné entre la gauche et la droite républicaine. Cette logique a fonctionné jusqu'à aujourd'hui, avec un sérieux accroc en 2002 lorsque Lionel Jospin fut éliminé par Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle. Le front républicain fut alors mis en place avec le résultat que l'on connaît, Chirac élu avec plus de 80% des suffrages alors qu'il recueillait moins de 20% au premier tour. La dimension de cet événement ne fut pas prise en compte et la solidité des institutions de la Vème République permit de faire comme si rien ne s'était passé, l'alternance continuant de plus belle à fonctionner entre la droite (Chirac, Sarkozy) et la gauche (Hollande), tout en poursuivant la même politique néolibérale définie par l'Union européenne, et ceci malgré le désaveu exprimé en 2005 lors du référendum sur le Traité constitutionnel européen (TCE).

Les élections de 2017 modifient complètement ce schéma. Très clairement, les électeurs ne font plus confiance à leurs représentants politiques et sur les 11 candidats en lice, 8 ont mis en cause l'Union européenne. La seule solution pour la classe dominante pour résoudre ce problème a été de créer un « produit » nouveau, véritable opération de marketing politique, ni de droite, ni de gauche, mais porteur au final du même projet européen. La pièce de théâtre pouvait se mettre en place avec le résultat attendu : les partis de gouvernement (LR, PS) sont éliminés, les Verts (EELV) se sont éliminés d'eux-mêmes et les centristes ont rallié le nouveau « produit ». Avec le candidat de la droite conservatrice, François Fillon, totalement plombé par ses affaires familiales, n'ont subsisté que les mouvements ayant décidé de refuser les primaires : « la France Insoumise » incarnée par Jean-Luc Mélenchon, « En Marche » d'Emmanuel Macron et « le Front national » de Marine Le Pen. La distribution des rôles dans ce théâtre d'ombre et de lumière se devait d'écarter le candidat Jean-Luc Mélenchon qui

faisait tache dans cette compétition et proposait un véritable renouveau politique. L'élimination s'est faite par le silence ou la désinformation des médias, la charge de François Hollande à la veille du premier tour ciblant ses critiques non plus sur Marine Le Pen mais seulement sur Jean-Luc Mélenchon et le refus de tout désistement de Benoît Hamon, de Philippe Poutou, de Nathalie Arthaud alors que les états-majors politiques savaient que tout allait se jouer dans un mouchoir de poche ; un quart des suffrages obtenus par ces trois candidats transférés à Jean-Luc Mélenchon aurait permis sa qualification pour le second tour.

Le piège s'est donc refermé au second tour : Emmanuel Macron, personnage sorti du monde de la finance affronte la candidate Marine Le Pen, figure bien connue. Ces deux finalistes ne représentent que 45 % des suffrages exprimés et il nous est demandé de faire jouer à nouveau le front républicain, comme en 2002. Cette stratégie semble ne plus fonctionner. Les électeurs ont appris à leurs dépens ce que signifie ce type d'appel : Jacques Chirac élu mena une politique de droite et François Hollande malgré l'apport des voix du Front de gauche se plia aux injonctions de la finance et de l'Union européenne. De nombreux électeurs ne veulent plus voter par défaut et l'appel républicain à faire barrage à l'extrême droite risque de ne pas trouver l'écho attendu.

La crainte de voir Marine Le Pen à l'Elysée est-elle véritablement justifiée? On peut raisonnablement en douter au vu des suffrages qu'elle a récoltés au premier tour (7,6 millions de voix) car elle devrait au moins doubler son score pour être élue même en comptant sur un fort taux d'abstention. Le chantage au vote utile s'avère donc peu convaincant. Cette crainte ajoutée à celle de l'instabilité parlementaire martelée par les médias n'a pour seule fonction que de donner à Emmanuel Macron une légitimité à gouverner.

***5- L'importance des élections législatives***

Il ne suffit pas de lutter contre le symptôme Front national mais bien contre la cause, c'est à dire cette économie néolibérale - prônée par Emmanuel Macron - qui ravage notre société depuis plus de 30 ans. Il ne faut pas sous-estimer le score de la France Insoumise au premier tour, marqué par une forte adhésion à son programme et par l'écho rencontré chez les jeunes électeurs. Plusieurs départements de la métropole (Seine-Saint Denis, Ariège, Dordogne) et d'outre-mer (Martinique, Guyane, Réunion, Saint Pierre et Miquelon) ont placé en tête le candidat de la France insoumise et de nombreuses villes ont adhéré à son programme, villes importantes comme Montpellier, Lille, Roubaix, Tourcoing, Le Havre, Toulon, Grenoble, Belfort, Avignon, Saint Étienne, Marseille, Nîmes, villes plus modestes comme Dole, Saint Claude, Dreux, Longwy, Melun, Meaux, Nanterre, Dieppe, Hendaye, Bègles, …. Enfin, le signe le plus encourageant pour les futures élections législatives à l'examen des voix recueillies au premier tour des élections présidentielles est le suivant : sur les 577 circonscriptions, les candidats de la France insoumise pourraient se maintenir (avec plus de 12,5% des voix) dans 451 d'entre elles (soit 78%). L'irruption de la France insoumise dans la vie politique française constitue un événement majeur que le résultat du premier tour ne saurait sous-estimer. C'est sur cette base que le combat politique doit se jouer en juin 2017 à l'occasion des élections législatives. Il sera triple : mettre en échec la politique d'Emmanuel Macron qui ne sera que la continuité de celle de son

mentor François Hollande, lutter contre l'arnaque que serait la reconstruction d'un Parti socialiste affublé du terme de « gauche », enfin et surtout promouvoir le programme de la France insoumise, qui doit rester ouvert à la critique citoyenne. Les syndicats vont se retrouver aux premiers postes et il est absolument nécessaire de disposer du maximum d'élus progressistes pour résister à la continuité des politiques néo-libérales de Nicolas Sarkozy, de François Hollande et dont Emmanuel Macron se veut non seulement l'héritier mais l'accélérateur.